

BILAN RAPATRIES DU QUINQUENNAT (2007-2012)

CHARTRE NATIONALE 2007 DES RAPATRIES (JUSTICE-MEMOIRE-HISTOIRE-CULTURE)

(Cette Charte a été adoptée à Paris le 23 mars 2007 par un groupe de travail coordonné par la fédération CLAN-R et réunissant les principales fédérations ou associations nationales de Rapatriés (Pieds-noirs et Harkis). Avant l'élection présidentielle de 2007 elle a été co-signée ou soutenue par la plupart des associations nationales de Rapatriés.)

**Comment les pouvoirs publics ont-ils pris en compte les attentes des Rapatriés ? Les engagements pris en 2007 ont-ils été honorés ?
A quelques semaines de la fin du quinquennat du Président Sarkozy faisons un bilan par rubrique de la Charte**

Nicolas Sarkozy avait dit en avril 2007 :

« C'est plus qu'un engagement, ce sera un honneur de défendre votre cause. »

« Je veux sortir d'une situation où nous sommes depuis trop longtemps, dans laquelle l'Etat promet constamment de faire un peu plus sans jamais tout à fait faire ce qu'il faut et les Rapatriés espèrent à chaque élection ce qui n'arrive jamais ou qui arrive si tard que les déceptions et les rancoeurs s'en trouvent aiguës. »

Ensemble nous ferons bouger les choses, je m'y engage »

La Charte des Rapatriés :

Après 43 ans d'attente, la loi du 23 février 2005 n'a pas satisfait l'ensemble des revendications des Rapatriés de toutes origines concernant leur exigence de justice, leur mémoire, leur histoire et leur culture.

En conséquence, cette section du peuple français demande solennellement aux pouvoirs publics :

I – LA RECONNAISSANCE DE LA RESPONSABILITE DE L'ETAT ET LA REPARATION NATIONALE

La charte des Rapatriés chapitre 1

– La reconnaissance par l'Etat de sa responsabilité dans la tragédie des Rapatriés : le défaut, voire le refus de protection, après les Accords d'Evian, des Français d'Algérie de toutes origines, qui a conduit aux enlèvements et disparitions, aux assassinats et massacres de plusieurs dizaines de milliers de Harkis avec leurs familles et de milliers de Pieds-noirs, et pour les vivants à l'abandon de la terre natale.

Nicolas Sarkozy en mars 2007 : « Si je suis élu, je veux reconnaître officiellement la responsabilité de la France dans l'abandon et le massacre de Harkis et d'autres milliers de "musulmans français" qui lui avaient fait confiance, afin que l'oubli ne les assassine pas une nouvelle fois »

Constat plutôt négatif jusqu'aux derniers mois du quinquennat :

Pas de déclaration présidentielle dans ce sens entre 2007 à 2011.

Des interventions du Président-candidat sur le problème de l'abandon de 1962 et des responsabilités françaises, lors d'un déplacement à Nice, puis à Perpignan, dans les derniers mois du quinquennat.

Les Harkis et leurs familles, les autres « Français musulmans » qui avaient placé leur confiance dans la France, leurs anciens camarades de combat et les nombreuses associations qui les défendent, attendaient du Président de la République ce geste fort que le candidat avait promis de faire s'il était élu.

Ils espéraient entendre ces propos historiques à l'occasion d'une des 10 journées nationales d'hommage aux combattants et aux victimes civiles de la guerre d'Algérie, un 25 septembre ou un 5 décembre durant le quinquennat.

D'ailleurs cette exigence de reconnaissance de responsabilité concerne également l'absence de protection des Français d'origine européenne, qui ont aussi été victimes par milliers, après le 19 mars 1962, d'attentats, d'enlèvements et d'assassinats. La responsabilité de la France a été de plus engagée directement dans des drames où ce sont des balles françaises qui ont tué des Français (cf le 26 mars 1962 à Alger, rue d'Isly, mais en d'autres circonstances aussi comme à Bône) ainsi que dans les exactions criminelles de polices parallèles du gouvernement français pendant toute cette période.

Aucun signe d'une telle reconnaissance de responsabilité n'est apparu dans les propos du Président de la République entre 2007 et fin 2011. Cela aurait été l'honneur de la République de l'accepter pleinement aujourd'hui, de compléter ainsi le langage de vérité amorcé par Jacques Chirac le 25 septembre 2001, lors de la 1^{ère} journée d'hommage aux Harkis et permettre de tourner une page de cette tragédie de 1962.

Il a fallu attendre mars 2012 pour que le Président-candidat déclare à Nice :
« *il faut que la République reconnaisse qu'il y a eu une injustice, qu'il y a eu une forme d'abandon... les Harkis ont droit à ce respect, à cette reconnaissance, et ont droit qu'on leur dise qu'à l'époque les autorités françaises ne se sont pas bien comportées à l'endroit de ceux qu'elles auraient dû protéger* ».

Le 14 avril en déplacement à Perpignan le Président-candidat a clairement reconnu la responsabilité du gouvernement de 1962 dans le désarmement et l'abandon des Harkis alors qu'il n'y avait plus aucun doute sur les conséquences : Il n'a pas dissimulé que les Harkis non secourus étaient ainsi en danger de mort.

Il n'a pas non plus éludé les entraves aux rapatriements de Harkis avec leurs familles, que le gouvernement de 1962 a décidées et confirmées malgré la progression des massacres. C'est la première fois qu'un chef d'Etat français cite ainsi les multiples instructions qui ont trop longtemps interdit la plupart des évacuations de Harkis en danger de mort.

Le Président Sarkozy a affirmé que c'était inexcusable : « *En l'occurrence rien ne peut expliquer, ni encore moins excuser l'abandon de ceux qui avaient fait le choix de notre pays* »

Le chef de l'Etat a rendu hommage à cette occasion, aux officiers qui ont tenu malgré tout à exfiltrer le plus possible de leurs hommes avec leurs familles.

C'est un nouveau pas vers la Vérité et la Justice que tous les Rapatriés méritent et demandent inlassablement depuis des années.

Mais on aurait préféré entendre ces propos plus tôt, dans la solennité d'une journée nationale d'hommage et dans un lieu hautement symbolique de la République. Le chef de l'Etat aurait dû parallèlement aborder les assassinats de Français d'origine européenne, victimes sous une autre forme de la même absence de protection.

Cela reste encore loin de la pleine reconnaissance des faits et des responsabilités française dans les tragédies ayant frappé les Harkis et les Pieds noirs, certes avec une ampleur différente mais dans une même communauté de destin, tous victimes d'un acharnement barbare du FLN et de

Le GNPI (Membre du CLAN-R) a largement diffusé un mémoire très bien documenté faisant un point précis du problème et de l'insuffisance des mesures prises depuis 1962. Appuyé par le CLAN-R, et soutenu par la majorité des associations représentatives des Rapatriés, il a suggéré la création d'une commission indépendante essentiellement composée de hauts magistrats (à laquelle participeraient trois représentants des Rapatriés) qui ferait l'audit dont a été incapable le C.E.S.

Le GNPI a élaboré des lignes directrices pour une ultime loi d'indemnisation, partielle, très étalée dans le temps et dont les annuités d'exécution seraient même modulées en fonction de la conjoncture économique.

A ce jour et à quelques mois de la fin du mandat présidentiel, aucune initiative gouvernementale ou parlementaire (cf projet de loi ou proposition de loi) n'a été prise sur le sujet. On ne peut que constater un oubli persistant de l'engagement du 16 04 2007 de la part du pouvoir exécutif. Toutes les tentatives, pour faire comprendre aux pouvoirs publics, même au plus haut niveau, que le principe d'une reconnaissance de dette de l'Etat en la matière ne pouvait être éludé, même si les modalités financières pouvaient être adaptées à la situation économique du pays, sont restées sans la moindre réponse.

En parallèle l'ANIFOM en charge de la gestion des dossiers d'indemnisation a été réduite à un niveau qui met en péril son fonctionnement, l'intégrité des archives et surtout la possibilité de gérer un nouveau plan d'indemnisation. Cela ressemble à un sabotage progressif, en catimini.

Le contentieux franco-tunisien n'a reçu aucun début de réponse et aucune concertation avec les Rapatriés de Tunisie n'a été engagée sur ce dossier.

Le dossier « retraites » n'est toujours pas réglé.

En revanche les dossiers de surendettement ont été traités dans leur grande majorité.

La charte des Rapatriés chapitre 4

– La libre circulation des Harkis entre la France et l'Algérie : obtenir des autorités algériennes le respect du principe de l'égalité de traitement de tous les citoyens français dans la délivrance de visas temporaires.

Nicolas Sarkozy : « Si je suis élu, je m'attacherai à ce qu'aucune discrimination ne soit possible entre citoyens français sur ces questions de circulation ».

Constat négatif : toujours aucun accord avec l'Algérie sur ce point et le problème n'est pas vraiment abordé dans les propos d'officiels français.

Après les voyages en Algérie du Président de la République française au début du quinquennat et les multiples déplacements en Algérie des membres du gouvernement français et malgré la ratification en 2009 par la France d'un accord de partenariat avec l'Algérie, il n'y a eu aucune évolution de la position algérienne. Il semble que du côté français ce sujet a été oublié par les représentants de l'Etat et une question écrite du député Lionel Luca adressée au gouvernement en 2008 est restée sans la moindre réponse. Le problème reste entier, car il n'y a pas eu de révision de la position de l'Etat algérien, depuis l'inacceptable déclaration du Président Bouteflika, lors de sa visite officielle en France en 2000, affirmant que les Harkis n'étaient pas les bienvenus en Algérie, car il les considérait comme des « collabos ».

La charte des Rapatriés chapitre 5

– L'examen favorable par la France des demandes de visas présentées par les quelques Harkis restés en Algérie et leurs familles

Constat assez négatif :

Les quelques demandes de cartes de séjour, d'enfants ou d'épouses d'anciens supplétifs parfois morts pour la France, étudiées et soutenues par l'association des anciens des affaires algériennes, « les SAS, sections administratives spécialisées », ne sont pas examinées avec l'attention et la bienveillance qu'elles mériteraient. Ces demandes d'anciens soldats français et de membres de leurs familles, souvent victimes de discriminations en Algérie, sont traitées comme des demandes ordinaires et parfois moins bien. Les différents ministères concernés font généralement la sourde oreille ou se renvoient la balle. La Mission Interministérielle aux Rapatriés (MIR) n'est d'aucun secours en la matière.

Les harkis, notre pays en est fier. Ils ont tout donné, ils ont tout quitté, parce qu'ils avaient fait le choix de notre pays. Écoutons les harkis, leur histoire nous dit : être français, c'est choisir la France et l'aimer par dessus tout. "

Cependant la loi a pu être votée avant la fin du quinquennat et Il faut reconnaître l'excellent travail des rapporteurs au Parlement. Au Sénat, Mme Sophie Joissains a permis, fin 2011, par une refonte du texte et par son implication personnelle de dépasser les écueils juridiques et éviter les querelles politiciennes.

Après une nouvelle modification par le rapporteur à l'Assemblée nationale, Elie Aboud, permettant une meilleure protection juridique, le texte a été approuvé par les deux chambres. Par cette loi votée le 25 février 2012 les anciens supplétifs, notamment les Harkis, sont officiellement considérés comme faisant partie des forces armées françaises. Ils sont ainsi protégés des injures et de la diffamation comme tous les soldats de l'armée française. Cette une grande reconnaissance pour les Harkis.

II – L'ETABLISSEMENT DE LA REALITE DES FAITS

La charte des Rapatriés chapitre 8

– L'accès aux rapports, dossiers et documents divers, l'ouverture d'enquêtes et la recherche de témoignages devant permettre de faire toute la lumière sur le désarmement des supplétifs, sur le massacre des Harkis et de leurs familles, sur les enlèvements et les disparitions (notamment par une commission bilatérale), sur les assassinats, sur les charniers, sur la fusillade du 26 mars 1962, sur les massacres du 5 juillet 1962 et sur les autres tragédies de sang.

Nicolas Sarkozy, en avril 2007 : « Plusieurs milliers de Harkis ont été massacrés, au mépris des accords d'Evian. En l'absence de plan d'évacuation ou, il faut le dire, de volonté politique, seuls 10% d'entre eux purent s'établir en France entre 1962 et 1968... Le premier devoir c'est la vérité. Ne laissons pas l'oubli recouvrir la mort et les douleurs du passé ».

«Je souhaite que les victimes françaises innocentes de cette guerre, jusqu'à l'indépendance, et je pense tout particulièrement aux victimes du 26 mars, se voient reconnaître la qualité de morts pour la France et que leurs noms figurent sur une stèle officielle afin que personne n'oublie ces épisodes douloureux ».

Constat négatif jusqu'au 5 décembre 2009. Des avancées depuis 2010 mais on est encore loin d'un véritable travail de vérité.

En 2008, Alain Marleix, alors secrétaire d'Etat aux Anciens Combattants lors d'un voyage en Algérie en mars 2008 a dit : « *Le président Sarkozy a été le premier chef d'État à reconnaître les crimes et les fautes commis pendant la période coloniale. Je sais que ce discours a été apprécié par de nombreux responsables...* ». Le 14 juillet 2008, jour de notre fête nationale, Bernard Bajolet, Ambassadeur de France en Algérie a déclaré, parlant de la relation franco-algérienne « *...soudée par le sang versé et les larmes, le sang de l'injustice versé par tant d'Algériens pendant la période coloniale, puis celui de la dignité qu'il leur a fallu reconquérir. Le sang des soldats français versé pour une cause qui n'était pas la leur (?), les larmes des milliers de pieds-noirs arrachés à la terre qui les avait vus naître...* », en oubliant de parler du sang des dizaines de milliers de soldats Français Musulmans morts pour la France pendant les deux guerres mondiales et après, et passant aussi sous silence celui d'autres dizaines de milliers de Harkis avec leurs familles et des milliers de Pieds-noirs, victimes du terrorisme du FLN avant et après le 19 mars 1962, des massacres que les Rapatriés et leurs amis n'ont pas oubliés .

Le Président de la République, lors de sa visite en 2007 en Algérie et particulièrement dans son discours de Constantine, avait en effet cru bon de dénoncer les « injustices du colonialisme » et de saluer « la résistance légitime des combattants algériens ».

Devant les officiels algériens ou la jeunesse algérienne, Il n'a pas eu un mot pour les nombreuses victimes de toutes confessions et de toutes origines, frappées par le terrorisme du FLN de 1954 à 1962.

Heureusement Hubert Falco, alors secrétaire d'Etat en charge des Anciens Combattants et des Rapatriés, dans son discours du 5 décembre 2009 au quai Branly lors de la journée nationale d'hommage aux morts de l'AFN, a salué l'œuvre de la France en Algérie à travers celle des Français d'origine européenne installés souvent depuis plusieurs générations sur cette terre :

"Mais nous n'oublions pas tous ces Français d'Algérie qui ont donné le meilleur d'eux-mêmes : ils ont soigné, ils ont éduqué, ils ont cultivé la terre, ils ont construit et modelé l'Algérie contemporaine. C'étaient des braves gens ! Ils aimaient la France et ils aimaient cette terre algérienne à laquelle ils avaient, depuis des générations, tant donné : leur travail, leur joie et leur peine, leur vie tout entière. "

Dans ce même discours, le ministre Hubert Falco avait déclaré, devant le Mémorial du quai Branly : *"en ce jour où la France commémore les victimes de la guerre d'Algérie nous nous souvenons de ce que fut leur tragédie. Nous savons qu'elle ne s'arrêta pas le jour du cessez-le-feu, mais qu'elle se poursuivit, avec combien de douleurs et, parfois, d'horreurs. Ils durent tout quitter : les paysages qui les avaient vus grandir, les maisons qu'ils avaient construites, tout ce qu'ils aimaient et dont ils seraient, désormais, privés. Ils ont droit au respect... Nous avons décidé d'inscrire sur la colonne centrale du monument national du quai Branly le nom des civils français, victimes innocentes de la guerre d'Algérie. Ainsi, sur ce monument, la nation rendra hommage à ses soldats, comme aux Français morts rue d'Isly à Alger le 26 mars 1962 et à tous nos compatriotes, victimes civiles de la guerre d'Algérie"*.

Cela a été fait le 26 mars 2010 pour la cinquantaine de Français reconnus assassinés lors de la tuerie du 26 mars à Alger et c'est en cours pour les dizaines de milliers d'autres victimes civiles, mais jusqu'en janvier 2012 moins de dix autres noms de victimes civiles étaient inscrits sur la colonne centrale du Mémorial du quai Branly.

Un nouveau pas a été franchi fin février. Le SEDAC, Marc Laffineur, a présidé une cérémonie au mémorial du quai Branly lors de l'inscription de plus de 1600 noms de personnes enlevés et aujourd'hui considérées comme assassinées.

Mais quand inscrira-t-on les noms des dizaines de milliers d'autres victimes civiles du terrorisme du FLN et de ses affidés? Tous les Harkis sauvagement massacrés avec des membres de leurs familles, tous les Pieds noirs assassinés, parfois avec une barbarie inimaginable? Pour des dizaines de milliers d'entre eux l'Etat a pourtant enregistré, officiellement à l'époque, le nom et les circonstances de leur assassinat. Pour les victimes « inconnues » on pourrait faire figurer un texte ou des inscriptions qui donneraient une idée de l'ampleur des massacres.

Pour être un véritable apaisement pour les familles, ces hommages devraient s'accompagner de la recherche de la vérité sur les faits et l'analyse des responsabilités réciproques. Ce n'est pas encore le cas.

De même un travail officiel devrait être lancé pour tenter d'estimer au plus près le nombre des victimes civiles françaises de la guerre d'Algérie (des dizaines de milliers de Harkis avec leurs familles et des milliers de Pieds noirs) pour rassembler les témoignages, pour établir une liste des morts ou leur nombre, avec les dates et les circonstances chaque fois que cela est possible. On ne peut pas se satisfaire d'une liste de 1700 noms sur le monument du quai Branly, même si c'est un grand pas, alors que les estimations avancées par les historiens se situent aujourd'hui entre 80 000 et 170 000 victimes,

Constat plutôt négatif : il n'y a pas eu de concertation avec les Rapatriés et des années après l'annonce de sa création, cette instance est encore dans sa phase de démarrage, même si un premier colloque a été organisé en décembre 2011.

Dès 2003 le premier ministre Jean Pierre Raffarin avait parlé de la création d'une « Fondation pour la Mémoire de la guerre d'Algérie ».

La création officielle de la Fondation « Mémoire de la guerre d'Algérie et des combats du Maroc et de Tunisie » date de novembre 2010, soit plus de 5 ans après la loi du 23 février 2005, en faveur des Rapatriés, dans laquelle elle était prévue, à l'article 3.

Depuis le début du quinquennat et avant cette mise en place en novembre 2010, aucune concertation n'a été engagée avec les associations de Rapatriés, pour préparer cette Fondation. Ses objectifs concrets, son organisation et l'orientation de ses travaux restent encore imprécis.

En 2011 le conseil d'administration été formé et nous attendons l'annonce d'un plan de travail détaillé et des réalisations concrètes, notamment pour la récolte de témoignages. De plus pour le cinquantenaire de l'année tragique de la fin de la guerre d'Algérie, il serait opportun que cette Fondation fasse connaître précisément quelle va être sa contribution mémorielle. Le travail sur les témoignages, pourtant urgent du fait de l'âge des témoins et acteurs de l'Algérie française, n'a pas encore été lancé.

Un premier pas a été franchi début décembre 2011 par l'organisation d'un premier colloque consacré aux peuplements de l'Afrique du Nord. Un nouveau colloque sur l'émir Abdelkader est prévu le 4 avril 2012 !!!

Mais quand la guerre d'Algérie, objet affiché de cette Fondation Mémoire, sera-t-elle enfin abordée avec courage et le souci de ne pas éviter les vérités qui « fâchent »? Cette Fondation reste silencieuse en cette année du cinquantenaire des tragédies de 1962, alors que les initiatives se multiplient dans les media et sur tout le territoire pour ne présenter qu'une facette de cette guerre d'Algérie sans beaucoup de respect pour la réalité des faits et la mémoire des Rapatriés de toutes origines. Ce silence et cette lenteur dans la mise en place de la Fondation ne peuvent qu'être mal perçus par les Rapatriés et tous ceux qui attendent un vrai travail de mémoire et de vérité.

III – LE RESPECT DE LA MEMOIRE ET LE MAINTIEN DE LA CULTURE

La charte des Rapatriés chapitre 12

– Le respect et le maintien du 5 décembre comme date de la journée nationale unique d'hommage à tous les morts militaires et civils d'AFN. Le 25 septembre, date de la journée nationale d'hommage aux Harkis, doit être mis en valeur. Toutes les stèles ou monuments en mémoire des victimes doivent être respectés, comme doivent l'être aussi les hommages rendus à ces victimes et les célébrations des dates marquantes des tragédies vécues.

Constat très négatif jusqu'en 2009. En 2010 et 2011 des gestes ont été faits. Cependant nous attendions une déclaration solennelle du Président de la République, lors de ces cérémonies, pour rendre hommages à ces victimes et reconnaître une responsabilité de la France dans les tragédies de l'année 1962 en Algérie.

La cérémonie prévue le 5 juillet 2007 à l'Arc de Triomphe en mémoire des victimes des massacres de civils à Oran en 1962 a été interdite la veille, au motif incompréhensible et peu crédible de risque de trouble à l'ordre public.

Heureusement les 5 juillet 2009 et 2010 des dépôts de gerbes ont pu être organisés, comme pour les 26 mars depuis quelques années, lors du ravivage de la flamme. En 2010 le Secrétaire d'Etat aux Anciens Combattants a fait envoyer une gerbe, mais la présence des officiels ces jours là a été bien discrète.

Pour le 5 juillet 2011 le président de la MIR a déposé une gerbe lors du ravivage de la flamme à l'Arc de Triomphe, après celles du CLAN R et de certaines associations membres de la fédération du CLANR. Ce geste a été apprécié par les Rapatriés.

Depuis son élection en 2007 le Président Sarkozy n'avait jamais assisté aux cérémonies d'hommage national, le 25 septembre pour les Harkis et le 5 décembre pour les victimes françaises, militaires et civiles, de la guerre d'Algérie et d'AFN.

Le 25 septembre 2011, il a présidé la cérémonie d'hommage national aux Harkis dans la cour d'honneur des Invalides. Mais il n'a prononcé aucun discours et pour beaucoup cela est apparu comme un refus d'honorer son engagement de 2007, de reconnaître les responsabilités de la France dans l'abandon et le massacre des Harkis, « afin que l'oubli ne les assassine pas une nouvelle fois ».

De plus une plaquette retraçant l'histoire des Harkis jusqu'à nos jours, éditée par la Présidence de la République et distribuée lors de la cérémonie du 25 septembre aux Invalides, ignore l'abandon, le désarmement et les entraves à l'évacuation des Harkis et leurs familles. Elle ne donne pas non plus une idée exacte de l'ampleur des massacres et les présente comme des représailles au lieu de condamner ce déchainement de haine et de barbarie, organisé ou encouragé par le FLN et ses affidés, à l'encontre des anciens supplétifs, de leurs familles et plus largement de ceux qui avaient fait un choix explicite pour servir loyalement la France. A la fin de la plaquette une « chronologie des événements liés à la guerre d'Algérie » passe de l'omission à la falsification en particulier pour les tragédies de l'après 19 mars 1962, ce qui relève d'une forme de négationnisme provocant et inacceptable.

L'attente était forte, en cette journée d'hommage national, de voir le Président Sarkozy faire un nouveau pas vers la vérité et la justice dues aux familles de victimes. Ce fut une occasion manquée et pour beaucoup une grande déception.

Cependant ce même jour, le secrétaire d'Etat aux Anciens Combattants dans son discours lu au cours des cérémonies en régions rappelait que pour les Harkis « *la fin des combats ne marqua pas pourtant la fin de leurs souffrances. Bien au contraire. Ceux qui restèrent au pays... Un destin funeste les attendait, dont le tragique souvenir hante toujours nos mémoires* ».

Pour le dernier 5 décembre du quinquennat, le Président de la République, n'a pas honoré de sa présence, la cérémonie d'hommage national au monument du quai Branly. Nous attendions qu'à la veille du cinquantenaire des tragédies de l'année 1962 en Algérie, le Président de la République prononce enfin les paroles de vérité, que la mémoire et le calvaire des nombreuses victimes de l'après 19 mars 1962 méritent.

D'une manière plus générale, depuis 2007, on peut déplorer une certaine passivité voire d'indifférence des pouvoirs publics devant des offenses, des injures ou des entreprises de désinformation relatives à la guerre d'Algérie. Citons quelques exemples :

- la triste affaire de la stèle de Marignane où le droit d'honorer dignement nos morts a été bafoué en 2008.

- l'invitation insistante faite par le Président français à A. Bouteflika pour assister au défilé du 14 juillet 2008, sans que ce dernier ne soit revenu sur ses nombreux propos antérieurs, tous injurieux pour la France, pour tous les Français et notamment les français d'Algérie, harkis et pieds noirs, rapatriés

ou morts. Cette invitation a été considérée comme un manque de respect pour notre pays et notre Histoire.

- l'affaire du film « hors la loi », dont le préfinancement a été assuré en partie par des organismes publics fut une nouvelle preuve des offensives répétées de désinformation sur la période française de l'Algérie.

Pourtant, lors des cérémonies du 25 septembre 2009 et du 5 décembre 2009 à Paris, le Secrétaire d'Etat aux Anciens Combattants, Hubert Falco, avait rendu un long et vibrant hommage aux victimes civiles, et particulièrement à celles de l'après 19 mars 1962, et avait affirmé sa volonté de voir enfin dite toute la vérité sur ces tragédies.

Il avait aussi annoncé l'inscription des noms des victimes, en commençant par celles du 26 mars 1962 rue d'Isly, sur les colonnes du Mémorial du quai Branly. Le 25 septembre 2010 lors de son discours d'hommage aux Harkis, il avait reconnu que les officiers qui ont protégé les Harkis n'ont obéi qu'au sens de l'honneur. Il les avait remerciés pour cela, ce qui a beaucoup ému les Anciens Combattants concernés.

- les chaînes de télévision publiques qui ont diffusé quelques reportages tendancieux, voire totalement inacceptables (comme, début 2008, le documentaire « *les Porteuses de Feux* » glorifiant les exploits des femmes terroristes qui ont posé de nombreuses bombes à Alger en 1956/57) sans prévoir parallèlement le moindre témoignage des victimes ou de leurs familles.

De plus, les suggestions pour programmer des films témoignages faisant éclater certaines vérités, comme - *la valise ou le cercueil - Harkis, Histoire d'un abandon - Algérie, histoires à ne pas dire*- se heurtent en 2012 à des fins de non-recevoir sans que les instances de vigilance et de contrôle comme le CSA s'en émeuvent.

Les interventions du secrétaire d'Etat Marc Laffineur et de Parlementaires comme Michèle Tabarot, Présidente de commission des Affaires culturelles à l'AN, ou Guy Teissier, Président de la commission de la Défense, auprès des responsables des media nationaux pour les inciter à respecter un équilibre des points de vue sont à saluer, mais seront-elles entendues ?

Pour l'instant ce n'est pas le cas

- Nous ne voulons pas voir en 2012, pour le 50ème anniversaire de notre martyr, des colloques ou les programmations répétées des seuls films « hémiplogiques » sur l'Algérie française, falsifiant notre histoire et offensant notre mémoire, et qui seraient soutenues directement ou indirectement par les services de l'Etat ou des Elus de la majorité présidentielle. Le cas des

haine qui tuèrent tant d'innocents étaient le produit de l'injustice que depuis plus de cent ans le système colonial avait infligée au peuple algérien »

Ces propos ont été renforcés par Alain Marleix en Algérie en mars 2008 qui a déclaré : « *Le Président de la République, dans un discours très novateur, a souhaité que nos deux peuples regardent l'histoire en face, sans se cacher derrière les idéologies et les polémiques que certains, en France, mais peut-être aussi en Algérie, souhaitent en permanence raviver. Il a condamné la colonisation, de la manière la plus solennelle. Il a reconnu, sans détour, sans langue de bois, que la France avait commis en Algérie des fautes et des crimes. Aucun de ses prédécesseurs ne l'avait fait avant lui.* »

De son côté, l'ambassadeur de France en Algérie, Bernard Bajolet, le 14 juillet 2008, en ce jour de fête nationale, a cru devoir déclarer :

«...comment la République a-t-elle pu perdre de vue pendant les 132 ans de sa présence en Algérie, les valeurs fondatrices de liberté, d'égalité et de fraternité qu'elle a fait rayonner ailleurs dans le monde depuis deux siècles... » et parlant des soldats morts pour la France entre 1954 et 1962 en des termes déplacés dans la bouche d'un représentant de *l'Etat français*, il a dit : *«... le sang des soldats français versé pour une cause qui n'était pas la leur.. »*. Singulière conception des missions confiées par l'Etat français à ses soldats.

En février 2010, plus d'une centaine de députés algériens ont déposé une proposition de loi, visant à « poursuivre la France pour les crimes de la colonisation ». Certains parlementaires français ont interpellé le Gouvernement, mais la réaction des autorités françaises a été assez faible. Dans le même temps, une convention de partenariat avec l'Algérie était approuvée par le Parlement français.

Aucun propos des plus hautes autorités de l'Etat français n'est venu corriger cette attitude de « repentance » plus ou moins explicite. Au contraire les termes utilisés par le Président de la République dans une lettre adressée au premier ministre turc Erdogan (rapportés par le monde du 26 janvier 2012) pour parler de la colonisation française en Algérie sont offensants et particulièrement déplacés dans le contexte haineux entretenu par le gouvernement turc à l'égard de l'histoire de France.

Comment comprendre ce qui s'assimile à un double jeu et à une tromperie d'Etat dans la continuité de ce que nous avons subi pour l'Algérie française de 1958 à 1962 et même après. Selon le Président de la République française il est parfaitement légitime de dénoncer, et de plus auprès d'un gouvernement étranger particulièrement inamical, « les souffrances indicibles et la brutalité aveugle de la colonisation française ». Cela est tout à fait inacceptable pour

mondiale doit être vraiment explicite et répétée pour modifier les idées reçues et compenser des années d'occultation.

On aimerait entendre maintenant, haut et fort, que **les Pieds Noirs** ont participé en nombre aux combats de la Libération, en Tunisie en 1943, en Italie début 1944, puis de la Provence à l'Allemagne nazie, d'août 1944 à mai 1945.

Nous constatons avec satisfaction que le SEDAC, Marc Laffineur en parle maintenant systématiquement dans ses discours.

De même l'édification à Paris un Monument aux Morts pour la France issus de l'ancien Outre-Mer (voir chapitre 18) pourrait être un bel hommage aux sacrifices de ces nombreux combattants de toutes origines, venus d'Afrique.

Document mis à jour le 20 avril 2012